

Flash Economie

26 mars 2020 - 370

Après la crise du coronavirus : une plus grande préoccupation pour le long terme

Il paraît clair qu'après la crise du coronavirus les sociétés vont avoir un plus grand souci du long terme, et que les comportements court termistes vont régresser. Ceci impliquera normalement :

- des dépenses publiques en permanence plus importantes de santé, d'éducation, de formation ;
- une préoccupation plus grande pour le climat, l'environnement, d'où des conséquences aussi sur la localisation des productions, le tourisme... ;
- un soutien plus important aux industries du futur (médicament, énergies renouvelables, voiture électrique...).

Globalement, l'horizon temporel va s'allonger, le taux d'actualisation va diminuer, ce qui devrait aussi se traduire par la baisse du rendement exigé des fonds propres pour l'actionnaire, c'est-à-dire que la baisse du taux d'actualisation s'applique aux choix des entreprises et pas seulement aux choix publics.

Patrick Artus

Tel. (33 1) 58 55 15 00

patrick.artus@natixis.com

 [@PatrickArtus](https://twitter.com/PatrickArtus)

www.research.natixis.com

Les opinions des pays de l'OCDE vont réclamer un plus grand souci du long terme

Il est très probable que **les opinions des pays de l'OCDE vont attribuer la crise au « court termisme »** : délocalisations dans les pays à coûts salariaux faibles pour accroître le rendement des fonds propres des entreprises (ce qui est bien du court termisme, puisque correspondant à un taux d'actualisation élevé) ; économies faites sur les dépenses publiques en particulier sur les dépenses de santé ; tourisme de masse à longue distance, malgré son effet sur le climat...

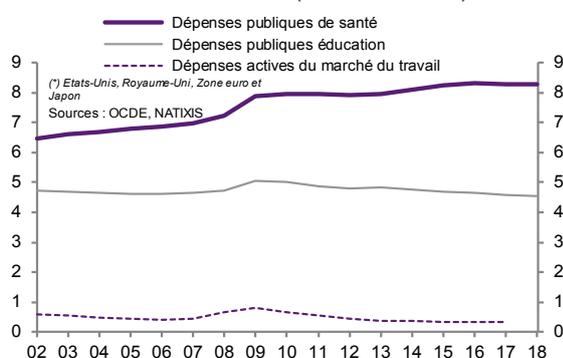
On peut donc attendre après la crise d'une manière générale une préoccupation plus grande pour le long terme et un recul du court termisme. Quelles seront les conséquences probables de cette évolution des comportements ?

Quelles conséquences si la préoccupation pour le long terme devient plus forte ?

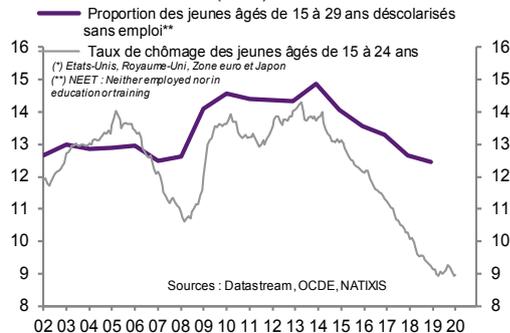
Les conséquences sont assez évidentes, mais elles auront des effets importants sur les économies.

- 1- Des dépenses publiques en permanence plus importantes de santé, d'éducation, de formation (graphique 1a), pour prévenir les crises sanitaires, éviter le chômage des jeunes (graphique 1b), adapter les qualifications à l'évolution de la structure des emplois.**

Graphique 1a
OCDE* : dépenses publiques d'éducation, de santé et du marché de travail (en % du PIB valeur)



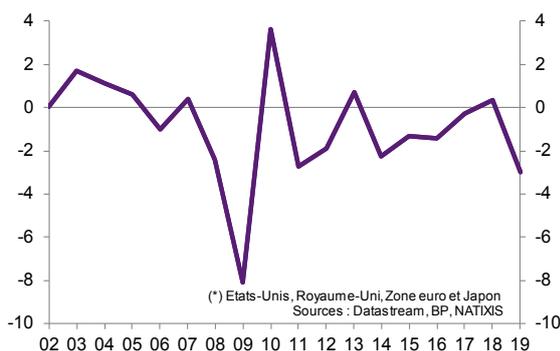
Graphique 1b
OCDE* : taux de chômage et proportion des jeunes âgés de 15 à 29 ans déscolarisés sans emploi* (en %)



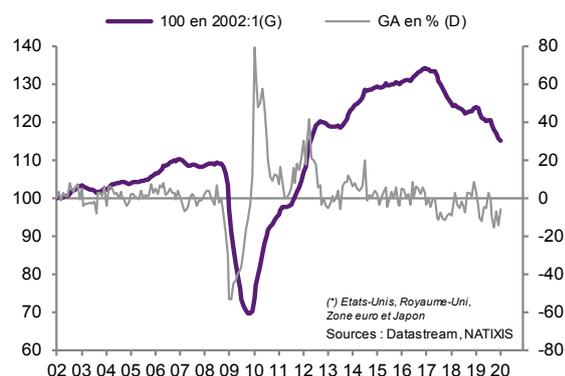
- 2- Une préoccupation plus grande pour le climat, l'environnement, donc des règles plus strictes concernant les émissions de CO₂ (graphique 2a), les pesticides.**

Ceci aura probablement des **conséquences importantes** : recul important des ventes de voitures (graphique 2b), recul du tourisme particulièrement à longue distance (graphique 2c), recul du transport aérien (graphique 2d), changement des techniques agricoles, de l'alimentation...

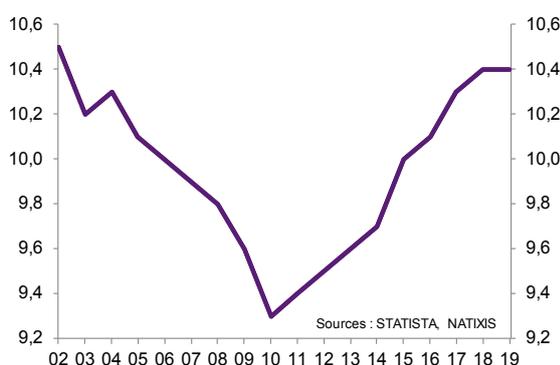
Graphique 2a
OCDE* : émissions de CO2 (en % par an)



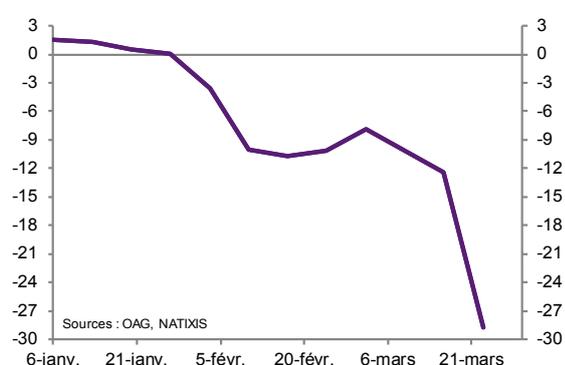
Graphique 2b
OCDE* : production automobile



Graphique 2c
Part du tourisme dans le PIB mondial (en %)

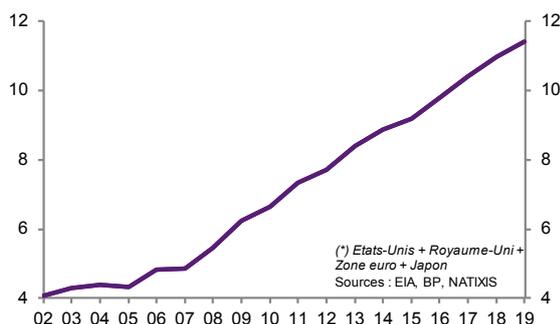


Graphique 2d
Monde : nombre de vols réguliers (2020, GA en %)

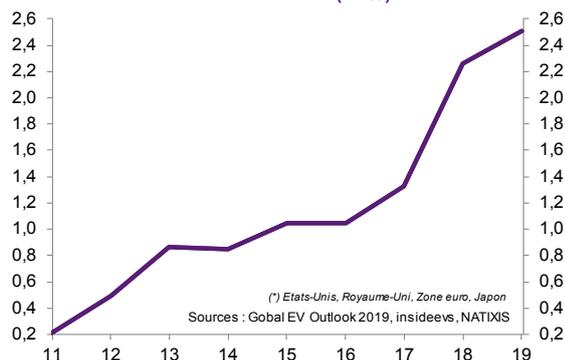


3- Un soutien plus important aux industries du futur : médicament (avec le vieillissement de la population), énergies renouvelables (graphique 3a), voitures électriques (graphique 3b).

Graphique 3a
OCDE* : part des énergies renouvelables dans l'énergie (en %)



Graphique 3b
OCDE* : part des voitures électriques dans les ventes de voitures (en %)



Synthèse : au total, une baisse du taux d'actualisation

Globalement, l'évolution attendue vers une préoccupation plus forte pour le long terme et moins de court termisme correspond à **une baisse du taux d'actualisation qui allonge les horizons.**

Il serait logique qu'elle s'applique non seulement aux choix publics mais aussi aux choix des entreprises, et donc qu'elle conduise à une **baisse du rendement exigé des fonds propres pour l'actionnaire (graphique 4)**, ce qui impliquerait des hausses de salaire plus fortes, moins de rachats d'actions, des investissements à horizon plus long...

Graphique 4
OCDE* : rendement des fonds propres pour les actionnaires (ROE, en %)

